Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/abstention,1430

La crise sociale et politique, l'abstention et la commune

- Vie politique -

Date de mise en ligne : samedi 12 avril 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Pour caractériser les résultats des élections, il faut en tout premier lieu regarder les masses en jeu, car les %, même des inscrits, donnent une lecture relative, alors que ce qui nous importe au fonds, c'est de mesurer l'expression politique, et son lien avec la mobilisation possible, de millions de gens. De ce point de vue, le seul mouvement de masse que révèlent les dernières élections municipales, c'est l'abstention...

A Vénissieux, aux présidentielles de 1981, il y avait plus de voix communistes (8000) que d'abstentions, et jusqu'en 2010, le vote PCF aux législatives mobilisait encore autour de 5000 voix. L'extrême droite avait atteint un électorat de masse en 1995, atteignant aussi 5000 voix, refluant depuis avec 2377 voix aux dernières législatives, mais avec un parti communiste à 2991 voix et un PS à 4580 voix, s'écroulant juste après la vague des présidentielles (14000 voix).

Car seules les présidentielles conservent un caractère de masse, dans un geste désespéré et presque cynique qui consiste simplement à sanctionner le sortant.

Connaissons-nous et comprenons-nous bien ce phénomène électoral principal, l'abstention massive, qui se cristallise d'élections en élections. Aux dires des sondeurs et des experts, le maire est l'élu le plus apprécié des Français, et c'est pourtant celui pour lequel ils se dérangent très peu... Comment comprendre à Vénissieux, comme dans beaucoup d'autres villes, la qualité de l'accueil par les habitants, notamment dans les rencontres de proximité, rencontres de voisins en pied d'allée ou en appartement, accueil qui se consolidait au fil du temps et aboutissant lors du dernier meeting à une vraie dynamique, et le niveau si élevé de l'abstention.

Le fait est que si on compte les non inscrits et les abstentionnistes, ce sont trois personnes sur quatre rencontrées au marché, au porte à porte ou ailleurs avec qui nous discutons mais qui n'iront pas voter.

Cela nous interroge sur plusieurs aspects.

- beaucoup de gens nous font confiance mais ne considèrent pas que c'est une question vitale pour eux. Pour une part, ils sont contents de nous, sans voir réellement que les services publics dont il nous font crédit peuvent être réellement mis en cause... Dans quelle mesure les politiques municipales sont-elles identifiées comme le résultat de choix politiques originaux, différents des autres ?
- la question du vote des étrangers non européens aux élections locales ne devient-elle pas une question politique forte des conditions de mobilisation populaire ?
- des milliers de famille sont usagers de la ville, la majorité de la population et donc des abstentionnistes, mais une petite minorité a une relation citoyenne à la ville. L'élection des conseils de quartier, la participation aux initiatives publiques comme le grand rendez-vous de la ville, nous montre le niveau de participation citoyenne, 1000, peut-être 2000 personnes au maximum. Quel rapport entre cette relation d'usager, voire de consommateur, et une relation citoyenne, politique ? Pourquoi si peu d'appropriation personnelle des enjeux d'une ville de la part d'habitants qui en sont des usagers quotidiens ? Pourquoi un club de foot, une marque commerciale peuvent générer une identification personnelle, culturelle, si forte, poussant à des dépenses de faible valeur d'usage, et pas les écoles, cantines, gymnases, médiathèques, cinémas, théâtres, centres sociaux, services administratifs, que fréquentent des milliers d'habitants ?
- comment apprécier la réalité de la relation politique entre électeur et partis. Dans un bureau, un jeune après avoir voté puis discuté avec moi me dit "La ville ne faisait rien pour mon groupe de danse, et j'ai voté Girard qui m'a promis une subvention". Je lui demande pourquoi il semble croire à des promesses de campagne en soulignant qu'il a voté UMP, le parti de Sarkozy et des réductions de dépenses publiques, notamment dans la culture, et il conclue "Mince, comment je peux changer mon vote...". Un exemple exagéré peut-être mais qui nous interroge sur la fiabilité des échanges que nous avons dans le cadre d'une campagne.

Depuis des décennies, les batailles médiatiques martèlent qu'il n'y a pas d'autres politiques possibles que celle

Copyright © Le Vénissian

conduite alternativement par la gauche et la droite et qui va toujours dans le même sens, quelque soient les promesses et les discours : réduction des dépenses publiques utiles aux habitants, réductions de postes dans les services publics, réductions de dépenses de sécurité sociale (niveau de remboursement...), augmentation des droits des entreprises pour précariser, licencier, détacher les travailleurs, accélération de la mise en concurrence entre travailleurs de tous les pays ...

Dans ce contexte, on dit parfois que l'abstention est une forme de "grève des urnes", un acte presque militant qui serait une forme de résistance, que l'abstentionniste en quelque sorte, serait un citoyen mobilisé cherchant d'autres outils que le vote pour exprimer son indignation, sa colère.

Ce n'est vraiment pas ce qu'on ressent dans ces dernières élections. D'ailleurs, si c'était vrai de manière significative, alors cette protestation qui refuserait de s'exprimer par le vote devait être une énergie sociale s'exprimant ailleurs que dans les urnes... par exemple en donnant de la force aux luttes, quelques soient leurs formes et leurs animateurs. [1]

Toutes les discussions que nous avons eu dans la campagne, comme le jour du vote et après, confirment que l'abstention traduit d'abord une désespérance sociale, une méfiance absolue envers toutes les institutions, organisations, partis, personnalités, le sentiment que de toute façon, on se fait avoir, que les travailleurs, les pauvres, les immigrés d'origine... sont toujours les dindons de la farce, les victimes, les oubliés. Ce qui domine, loin d'une grève, c'est au contraire la démission populaire !

Ce qui domine, c'est un lien politique qui se réduit à quelque chose qui ressemble aux rapports que la colonisation impose entre l'état colonisateur et les "indigènes", un rapport utilitaire, dominateur, clientéliste. Jamais je n'ai autant entendu dans cette campagne la question "si je vote pour vous, qu'est ce que vous me donnez..." et ma réponse semblait le plus souvent totalement décalée "rien, le vote est un moyen de se serrer les coudes pour organiser la résistance et si possible avec des élus points d'appui de cette résistance" !

On savait que dans plusieurs villes, les pratiques politiques sont depuis longtemps marqué par ce type de rapport. De Balkany condamné pour détournement d'argent public et réélu, à Dassault distribuant les billets de banque sur les marchés électoraux, sans oublier bien entendu Marseille et ces célèbres politiciens mafieux...

Mais tout indique que le parti socialiste s'est souvent engagé pour ses municipales dans les pires pratiques populistes et communautaristes, notamment dans des villes perdues par le PCF. Partout, les témoignages se multiplient d'actions clairement frauduleuses, le samedi et le dimanche du vote, cherchant à obtenir par tous les moyens un vote de clans, de familles, de communautés, avec des promesses d'emploi, de logement, et même carrément en donnant un billet à des gamins pour aller chercher les plus grands, avec un comité d'accueil à l'entrée du bureau, donnant parfois des enveloppes préremplies, avec des forces alliant des technocrates mobilisés par les institutions, comme des cadres du SYTRAL à Vénissieux, et les trafiquants locaux mobilisés par les ambitieux "issus des quartiers".

Car il n'y a jamais eu autant de candidats "issus des quartiers", "issus de la diversité" comme les définissent ce discours dominant pour ne pas parler de classes sociales, et l'abstention n'a jamais été aussi forte dans ces quartiers même. Et même l'activisme frauduleux du PS aux Minguettes n'a pas renversé cette tendance. Dans les deux bureaux de ce quartier où le PS progresse massivement (gagnant par exemple 139 voix sur un bureau ou le total des deux listes socialistes du premier tour faisait 136 voix), la participation reste une des plus faibles.

Abstention, manipulations populistes, alliances entre technocrates, politiciens et mafia de quartier, tous les ingrédients d'une défaite majeure du peuple sont au rendez-vous, et il est impossible dans ces conditions de

Copyright © Le Vénissian

considérer un "contenu de révolte" à ce constat d'une abstention de masse. Au contraire, c'est plutôt le risque de fascisme qui doit être pris avec sérieux.

Et si le PS met tant de moyens pour faire tomber des villes communistes, c'est bien qu'il est essentiel pour eux d'organiser le contrôle des quartiers populaires pour interdire tout risque de mouvement social construit sur la solidarité, toute capacité de mobilisation populaire contre cette dérive toujours plus à droite des politiques publiques. Or, quelque soient leurs défauts, les villes communistes restent, le plus souvent, le symbole politique d'une résistance au consensus gauche-droite, à l'alternance UMP PS, un lieu de défense des services publics, de la solidarité...

C'est l'image de Vénissieux dans l'agglomération lyonnaise, la lutte contre les expulsions associant le réseau d'alerte, les mobilisations devant les portes, et l'arrêté du maire attaqué en justice par le préfet.

C'est le drapeau palestinien accroché sur la mairie de Vaulx-en-Velin

C'est la photo de Mumia dans la mairie de Portes les Valence...

Il est insupportable au PS comme à l'UMP d'avoir toujours le risque d'une renaissance communiste en France, et l'effacement du PCF derrière Mélenchon, tout comme les attaques contre les villes communistes sont des points marqués objectivement pour eux.

Mais dans de nombreuses villes, gagnées ou perdues par les communistes, la bataille des municipales a éclairé de nombreux militants, l'agressivité d'un PS prêt à tout et menant campagne comme à Vénissieux pour "sortir enfin de 80 ans de communisme" a fait prendre conscience que la longue période d'union de la gauche ouverte par le programme commun est dépassée. Le changement gouvernemental, les premières annonces de Vals qui organisent une nouvelle phase décisive de l'attaque contre la sécurité sociale et contre les institutions de la république poussent de toute façon les communistes au pied du mur.

A Vénissieux comme à Vaulx, à Fontaines comme à Aubervilliers, les communistes ont mené une bataille du deuxième tour en mobilisant des forces larges, diverses, avec le Front de Gauche, mais dans un rassemblement d'une autre nature, un rassemblement par en bas, sur le terrain, dans l'action militante. Et ces mobilisations ont permis de gagner quelques points sur l'abstention. A Vénissieux, c'est la liste conduite par Michèle Picard qui progresse le plus sur le premier tour, qui mord sur l'abstention, et qui au final impose une victoire sans bavure, et impose au PS Lyonnais une vraie défaite.

Cette expérience des mobilisations militantes qui grandissent dans l'adversité face à un PS arrogant montre une voie de reconstruction du lien politique contre la désertion populaire de l'abstention, le travail de terrain, le rassemblement en bas avec toutes les forces républicaines, un rassemblement populaire, loin des accords d'appareils, un rassemblement dans lequel les communistes jouent un rôle décisif, non pas de manière administrative en considérant que le seul lieu de décision est le parti, mais en prenant les initiatives politiques nécessaires et en favorisant tout ce qui fait grandir le rassemblement, avec l'expression propre de chaque force, de chaque militant.

Ce n'est pas le seul lieu du combat de classe pour que le peuple se dresse et impose son rôle politique, la question du travail et de l'entreprise est tout aussi importante, mais le rôle historique des communes et l'attaque dont elles font l'objet, le rôle historique du "communisme municipal" pour le PCF, font de ces batailles locales pour faire vivre, renforcer, regagner des villes communistes un des enjeux de la lutte contre la démission populaire qu'est l'abstention.

Copyright © Le Vénissian

[1] C'est peut-être une part des forces du mouvement des bonnets rouges, sauf que malheureusement, ces énergies ont été captées par la droite et le patronat local, l'instrumentalisant pour leur propre stratégie.

Copyright © Le Vénissian